



THE BANKING
ASSOCIATION
SOUTH AFRICA



Introduction

- La crise financière mondiale :
 - Une crise financière européenne et américaine, pas mondiale !
 - Impacts économiques sur l'Afrique car les économies européennes et américaines touchées sont des partenaires commerciaux importants.
 - Aucune banque du continent n'a dû être renflouée ; elles sont restées bien capitalisées et bien approvisionnées en liquidités.
- Le secteur bancaire en Afrique est divers, avec des niveaux de développement différents, donc l'impact est différencié.
- Les économies des pays industrialisés sont toujours en train de se remettre des impacts de la crise, avec des niveaux de croissance très lents et des taux d'intérêt bas ou négatifs.
- Aucune surprise - 5 mille milliards d'USD non recouvrés et 5 millions d'emplois perdus.





Réformes bancaires et financières

3

- Essentiellement attribuables aux plans de relance prévoyant d'injecter de l'investissement dans les économies.
- L'UE a introduit le Plan européen pour la relance économique (PERE) afin de :
 - Restaurer la confiance et stimuler la demande grâce à une injection coordonnée de pouvoir d'achat en complément de mesures stratégiques d'investissement pour consolider les marchés du travail ;
 - Mettre en œuvre une relance budgétaire globale s'élevant à 5% du PNB de l'UE.
- L'UE a aussi introduit un pacte de stabilité et de croissance pour assurer que les stabilisateurs budgétaires puissent agir sans entraves.
- L'UE a aussi mis en place des mesures permettant de mettre en œuvre les politiques appropriées en matière de marché du travail en temps de crise.





Réformes bancaires et financières - suite

- Les Etats-Unis ont mis en place le programme de sauvetage des actifs à risque (TARP) pour un montant de 700 milliards d'USD afin d'acheter les actifs dévalorisés. Ils ont aussi mis en place un plan de dépenses fédérales d'un montant d'un milliard d'USD.
- L'Australie a mis en place un plan de relance de 10.4 milliards de de dollars.





Structures réglementaires et mécanismes pour rendre le secteur financier plus résilient

5

- La crise financière a montré le caractère crucial des secteurs résilients pour les économies.
- Elle a aussi démontré la mondialisation du secteur financier.
- L'établissement du G20 et du Conseil de stabilité financière est un développement essentiel qui a impulsé la réponse réglementaire.
- BÂLE III est le véhicule de la réponse réglementaire, avec l'intention d'assurer que les banques soient résilientes aux chocs extérieurs.
- Cela introduit de nouvelles exigences quant au montant et à la qualité des capitaux détenus par les banques. Il introduit aussi des liquidités tampons.
- Cet accroissement des exigences relatives aux capitaux et aux liquidités tampons vise à assurer que les actionnaires des banques soient les premiers touchés en cas de faillite des capitaux.





Structures réglementaires et mécanismes pour rendre le secteur financier plus résilient - suite

6

- La constitution de liquidités tampons vise à assurer que les banques utilisent ces liquidités pour absorber les chocs et permettre aux marchés de continuer à fonctionner.
- Tandis que ces structures sont essentielles, d'autres organismes de normalisation doivent être reconnus comme par exemple *l'International Swaps and Derivatives Association*. Le comité de Bâle, le G20 et le Conseil de stabilité financière (CSF) doivent envisager des réformes en matière de réglementation dans un contexte où de nombreux autres organismes ont aussi une influence sur le fonctionnement des banques.
- Nous exhortons le comité de Bâle à terminer le cycle actuel de définition de normes, puis d'évaluer les répercussions et les conséquences.





Résultats des réformes adoptées

- L'approche unique n'a pas pris en compte la diversité du secteur bancaire et de l'impact sur la croissance économique dans certaines zones. En 2012, nous avons commandé une étude d'impact auprès du *Stellenbosch Bureau of Economic Research* pour étudier les effets des réformes BÂLE III. L'étude a estimé que les réformes pouvaient augmenter les écarts entre les taux débiteurs bancaires de 75 points de base ou se traduire par une baisse de la production équivalente à 1.1% du PIB.
- Il y a eu une augmentation significative des coûts liés à la réglementation, ce qui au final s'est répercuté sur les coûts bancaires.
- Les réglementations ne tiennent pas compte des défis de développement auxquels font face les pays en développement ; les mettre en œuvre rend plus difficile et plus onéreuse la tâche de relever ces défis.





Résultats des réformes adoptées - suite

8

- Les réglementations affectent le modèle commercial des banques de manière significative. Un exemple parlant est la décision de Barclays de se désengager d'ABSA car elle doit désormais se porter garante pour la totalité des risques pris par le groupe.
- Il y a eu un certain degré d'amélioration de la confiance dans le secteur, mais à un coût considérable.
- Les réformes ont fait prendre conscience aux banques de la nécessité de faire attention aux questions de comportement et de culture ainsi qu'aux questions d'éthique dans la pratique des affaires. Le rapport du G30 sur les comportements et la culture en est une illustration.
- Les réformes n'ont pas permis suffisamment de marge de manœuvre aux états pour répondre aux conditions macroéconomiques diverses et variées des différents pays.
- Il y a très peu de coordination dans la mise en œuvre.





Enseignements pour les pays africains

9

- Une des raisons pour lesquelles le secteur bancaire de nombreux pays africains n'a pas été directement affecté par la crise est le caractère rudimentaire du système bancaire dans ces pays et le fait qu'il soit peu connecté au reste du monde. Bien que l'on puisse regarder cette situation avec un œil positif, un enseignement majeur est qu'il faut améliorer les réglementations bancaires, se coordonner et apprendre des meilleures pratiques ainsi que renforcer le marchés des capitaux.
- La crise a exposé les dangers que représente la trop grande dépendance des économies africaines à l'égard de l'UE et des Etats-Unis en tant que partenaires commerciaux. Il nous faut diversifier nos relations commerciales, en particulier avec l'Asie.
- Un autre enseignement porte sur la nature de nos économies. Nous avons toujours une trop grande dépendance vis à vis des ressources minérales et des matières premières et une chute importante de la demande européenne ou américaine conduit à des ralentissements économiques. Nous devons diversifier nos économies.





Conclusion

- Les causes de la crise financière se trouvent à la fois chez les banques et chez les régulateurs. Les banques ont mené leurs affaires avec une optique de rendement optimal sans identifier ni gérer les risques. Les régulateurs n'ont pas su voir à temps cette situation et intervenir plus tôt.
- La réponse des régulateurs ne doit pas avoir pour résultat des banques empêchées de fonctionner de manière optimale et de réaliser des rendements satisfaisants. Cela aura pour conséquence de faire fuir les investisseurs vers d'autres secteurs de l'économie, avec des répercussions négatives.
- Les régulateurs doivent aussi prendre en compte les changements rapides et les évolutions qu'est en train de connaître le monde des banques. Fintechs, la robotique et d'autres innovations sont en train de modifier la physionomie du secteur bancaire. Les régulateurs doivent en tenir compte.
- Les banques doivent tirer les enseignements de la crise et changer leur modèle commercial afin d'être plus centrées sur le client et d'adopter une approche regardant à plus long terme en ce qui concerne la croissance.



Conclusion - suite

11

- Les banques doivent aussi reconnaître le rôle essentiel qu'elles jouent dans les économies et l'impact qu'elles ont sur la vie des gens. Nous devons donc conduire nos affaires de telle sorte que nous contribuions à la croissance socio-économique de manière inclusive.

